

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR MEXICAIN DES DROITS CRAINT POUR SA SÉCURITÉ AU HONDURAS

Les autorités honduriennes ont ordonné au défenseur mexicain des droits humains, Gustavo Castro Soto, de rester dans le pays pendant encore 30 jours. Il est le seul témoin du meurtre de la responsable indigène Berta Cáceres et a été blessé lors de cette attaque. Il a déjà témoigné et craint pour sa sécurité au Honduras.

Le 7 mars, le bureau du procureur général hondurien a rendu une décision imposant à **Gustavo Castro Soto** de rester dans le pays pendant encore 30 jours, afin de témoigner dans le cadre de l'affaire du meurtre de Berta Cáceres. Berta Cáceres, dirigeante et cofondatrice du Conseil civique d'organisations indigènes et populaires du Honduras (COPINH), a été abattue le 3 mars à son domicile, dans la ville de La Esperanza (province d'Intibucá, dans l'ouest du Honduras). Gustavo Castro était chez elle et a été blessé, touché par une balle. Il a déclaré à Amnesty International qu'il avait fait appel de la décision du bureau du procureur général hondurien, mais que son appel avait été rejeté le 9 mars. Il a par ailleurs confié que la juge de la province d'Intibucá, Victorina Flores, a suspendu son avocate pour 15 jours, cette dernière ayant insisté pour consulter les copies de son témoignage. Selon son organisation, l'ONG mexicaine Otros Mundos AC/Chiapas – Amigos de la Tierra México, Gustavo Castro n'a pas reçu de copie de la dernière décision le concernant.

Gustavo Castro, qui réside actuellement à l'ambassade mexicaine de la capitale, Tegucigalpa, a donné sa version des faits concernant le meurtre aux autorités locales à plusieurs reprises. Les autorités lui avaient dans un premier temps indiqué qu'il était libre de quitter le pays, mais l'ont par la suite intercepté à l'aéroport alors qu'il embarquait sur un vol pour Mexico le 6 mars. Gustavo Castro a déclaré à Amnesty International avoir très peur pour sa sécurité et celle de son frère, Oscar Castro, qui les accompagne dans le pays.

Berta Cáceres recevait depuis plusieurs années des menaces en raison de son travail de défense des droits des communautés indigènes et de l'environnement. Récemment, Berta Cáceres et le COPINH avaient dénoncé les menaces et le harcèlement dont ils étaient victimes en raison de leurs manifestations contre la construction du barrage d'Agua Zarca, dans la communauté de Río Blanco.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en espagnol ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à autoriser Gustavo Castro Soto à rentrer au Mexique dès que possible ;
- engagez-les à garantir la sécurité de Gustavo Castro Soto et à lui permettre de rester à l'ambassade mexicaine tant qu'il est au Honduras.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 AVRIL 2016 À :

Président

Juan Orlando Hernández
 Presidente de la República
 Casa Presidencial
 Bulevar Juan Pablo II
 Tegucigalpa, Honduras
 Courriel : info@presidencia.gob.hn
 Twitter : @JuanOrlandoH
**Formule d'appel : Estimado Señor
 Presidente, / Monsieur,**

Procureur général

Oscar Fernando Chinchilla
 Fiscal General de la República
 Ministerio Público
 Lomas del Guijarro
 Tegucigalpa, Honduras
 Courriel : fiscalgeneral@hushmail.com
 Twitter : @MP_Honduras
**Formule d'appel : Estimado Señor
 Fiscal, / Monsieur le Procureur
 général,**

Copie à :

CONADEH
 Colonia Florencia Norte
 Boulevard Suyapa
 Tegucigalpa, Honduras
 Courriel : central@conadeh.hn

Ambassade mexicaine au Honduras

Eucaliptos No 1001
 Residencial Lomas del Guijarro, Apdo.
 Post. 769, Tegucigalpa, Honduras
 Courriel : embhonduras@sre.gob.mx

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 50/16. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/documents/amr37/3588/2016/fr/

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR MEXICAIN DES DROITS CRAINT POUR SA SÉCURITÉ AU HONDURAS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En plus de son travail pour Otros Mundos, Gustavo Castro Soto est membre d'un certain nombre d'organisations travaillant sur des questions environnementales et contre les grands projets miniers et hydroélectriques au Mexique et en Amérique latine.

Dans un contexte général de criminalité et de violence, des défenseurs des droits humains, particulièrement des dirigeants indigènes, paysans ou d'origine africaine engagés dans des conflits environnementaux ou fonciers et protestant contre des projets hydroélectriques, sont depuis longtemps la cible de violences et de mesures d'intimidation en représailles pour leur action. La faiblesse du système pénal et la corruption expliquent en partie le climat d'impunité massive pour ces agissements.

Le COPINH se bat depuis plus de 20 ans pour obtenir de meilleures conditions de vie pour la communauté de Río Blanco, dans le nord-ouest du Honduras. Depuis 2011, des membres du COPINH militent en faveur de leur droit de donner leur consentement préalable, libre et éclairé dans le cadre d'un projet de construction d'une centrale hydroélectrique qui pourrait les forcer à quitter leurs terres ancestrales. Les membres de l'organisation sont la cible de menaces et de harcèlement depuis des années en raison de leur travail.

En mai 2013, Berta Cáceres a été accusée de transporter une arme à feu non enregistrée dans sa voiture, bien qu'elle ait déclaré que l'arme avait été placée dans le véhicule par les militaires à un poste de contrôle. Deux mois après son inculpation, l'armée hondurienne a tué l'un de ses collègues, le responsable indigène Tomás García, et a gravement blessé son fils adolescent, alors qu'ils manifestaient contre le projet hydroélectrique. Le mois suivant, d'autres poursuites judiciaires ont été engagées contre Bertha Cáceres et deux autres responsables du COPINH, Tomás Gómez et Aureliano Molina. Ils ont été accusés d'avoir incité d'autres personnes à commettre les délits d'usurpation, de coercition et de dégradation durable contre l'entreprise en charge du projet hydroélectrique à Río Blanco. Selon les informations dont disposait Amnesty International à ce moment-là, ils n'avaient fait qu'exprimer leur opposition au projet lors d'une réunion.

Nom : Gustavo Castro Soto
Homme

Action complémentaire sur l'AU 50/15, AMR 37/3614/2016, 10 mars 2016